

La métropole À l'aube de la modernité

Annick Germain

Numéro 27, automne 1991

350 fois Montréal

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/7931ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Germain, A. (1991). La métropole : à l'aube de la modernité. *Cap-aux-Diamants*, (27), 48-51.

LA MÉTROPOLE À L'AUBE DE LA MODERNITÉ

par Annick Germain*



Un portrait de Montréal, de Camillien Houde à Jean Drapeau. La crise du logement suscite des prises de position diamétralement opposées entre deux camps bien distincts. Qui sortira vainqueur de ces affrontements?

LES ANNÉES 30 SONT MARQUÉES DU SCEAU DE LA Grande dépression économique. À l'instar de toute la province, Montréal plie sous le poids du chômage, de la pauvreté...et de ses archaïsmes. Les années 60 voient s'épanouir la révolution tranquille et Montréal vit à l'heure du maire Drapeau. De l'entre-deux, la mémoire collective ne semble avoir retenu que les événements entourant la Deuxième Guerre mondiale, à commencer par la crise de la conscription. Une fois le dernier grand «boss» de l'histoire

politique montréalaise – alias Camillien Houde – sous les verrous, il reste à attendre le souffle du vent de la modernité. Celle-ci bouleversera le paysage du centre-ville avec l'érection de la place Ville-Marie et mettra la ville sur la carte du monde avec Expo 67. Même dans les années 60, l'image de la vie politique montréalaise continue à être largement dominée par les faits et gestes du maire ou par les répercussions locales des politiques fédérales et provinciales.

Pourtant la politique de Montréal des années 40 et 50 suscite maints débats et controverses qui mobilisent de larges segments de la population. À cette époque, les grandes orientations du Montréal moderne se jouent sur fond de redéfinition des rapports entre les gouvernements et le pouvoir local. Il s'agit donc d'une période fascinante dont l'histoire reste encore largement à écrire.

Le boulevard Dorchester (aujourd'hui René-Lévesque) après son élargissement en 1966. À remarquer, au fond et dans l'axe de cette voie, la place Ville-Marie en construction. (Archives de la ville de Montréal).

Aussi se contentera-t-on ici de soulever quelques coins du voile en privilégiant des dossiers urbains qui, tout en polarisant les débats sur la scène locale, témoignent des transformations en cours.

Montréal, ville offerte!

À l'aube des années 40, Montréal traverse des moments fort difficiles. Cette ville de 900 000 habitants (soit à peu près sa taille actuelle) passe encore pour la métropole du Canada même si elle sort très affaiblie de la crise économique. Les conditions de vie se sont sérieusement détériorées. Le chômage a également fait des ravages mais la guerre viendra bientôt stimuler l'industrie lourde. C'est plutôt du côté des marchés fonciers et immobiliers et du côté du système municipal que les dégâts paraissent plus graves. À l'effondrement des prix vient en effet s'ajouter la pénurie de logements encore renforcée par l'embargo sur les matériaux de construction exigé par les impératifs militaires. La crise du logement représente un sérieux handicap au développement et va se retrouver au cœur des politiques urbaines de la décennie. Le défi ne consiste pas du tout à relancer la construction des logements mais à repenser le mode de construction des logements et les modalités de leur implantation dans la ville.

Camillien au purgatoire

Par ailleurs, les difficultés économiques précipitent la faillite de l'administration municipale. Comme toutes les villes de l'époque, Montréal doit gérer les problèmes sociaux engendrés par la crise. L'État-providence n'est pas encore né et les «affaires sociales» relèvent de la municipalité. Les œuvres de charité et l'administration municipale se partagent un fardeau impossible à supporter en ces temps de dépression. Même avec un maire haut en couleur et débonnaire à ses heures, Montréal se sent impuissante à relever pareil défi. Incapable de faire face à ses créanciers, les banquiers réclament et obtiennent la tête de Camillien Houde. 1940: Montréal subit alors une mise en tutelle pendant que son maire calme ses ardeurs nationalistes en prison. Ce purgatoire dure quatre ans. La législature de Québec en profite pour remplacer l'autoritarisme municipal de Montréal par une formule politique tout à fait inédite. Aux conseillers municipaux de classe A (élus par les propriétaires) et de classe B (élus conjointement par les propriétaires et par les locataires) s'ajoute désormais une classe C composée de conseillers non élus mais nommés par onze organismes issus du monde des affaires, du milieu ouvrier, des institutions d'éducation supérieure, du milieu réformiste et des propriétaires. Téléphore-Damien Bouchard, alors ministre des Affaires municipales dans le cabinet Godbout, qualifie



Camillien Houde (1889-1958), est maire de Montréal de 1928 à 1938 et de 1944 à 1950. Député de Montréal-Sainte-Marie à Québec (1922). Il s'oppose à la conscription déguisée en 1939 et est détenu dans un camp d'internement, au Nouveau-Brunswick, jusqu'en 1944, ce qui ne l'empêcha pas d'être réélu maire par 100 000 voix de majorité. (Caricature de Normand Hudon).



Une partie de la ville de Montréal avec, au premier plan, la rue Dorchester en 1950. (Archives de la ville de Montréal).

cette mesure de «démocratie tempérée par une représentation corporative»!

Une ère de corporatisme

À cette époque un vent de corporatisme flotte dans l'air. Le climat social des années 30 a rendu impérative la recherche d'une troisième voie: comment éviter les excès et les problèmes du capitalisme libéral sans tomber dans les affres du socialisme ou, pire, du communisme? Pourquoi ne pas interposer entre l'État et l'individu

des corps intermédiaires susceptibles de canaliser la représentation des intérêts dans un jeu de négociations dictées par la poursuite du bien commun? Voilà la position mise de l'avant par l'École sociale populaire, inspirée à la fois par l'Église catholique et par un certain nationalisme canadien-français. La «solution Bouchard» s'apparente à ce corporatisme social. Toutefois, son effet principal sera de rétablir la toute-puissance des propriétaires sur la politique montréalaise. Ces derniers profitent de l'occasion pour régler des comptes avec le gouvernement provincial.

Pour l'instant, l'emprise croissante des associations, institutions et groupes d'intérêts marque la vie politique locale. Ce dynamisme de la «société civile» sert quelques causes progressistes.



Jean Drapeau, né à Montréal le 18 février 1915. À l'âge de 38 ans, il est élu maire de Montréal en 1954. Il pose ici en compagnie de deux de ses principaux lieutenants, Pierre Desmarais et Pax Plante. (Archives de la ville de Montréal).

On veut des HLM!

Ainsi, ces organismes s'intéressent à la promotion du logement social. Jusque-là, l'idée que l'État puisse intervenir directement dans le domaine de l'habitation pour améliorer le sort des plus démunis échappe à la conception libérale de la société. La Deuxième Guerre mondiale fournit au gouvernement fédéral l'occasion de s'immiscer dans le marché du logement grâce à l'appui des forces locales. Au tournant des années 40-50, les élites socio-économiques se regroupent pour convaincre les autorités municipales de régler la question des taudis au centre-ville. Un super-comité de citoyens comptant 55

associations issues des milieux économiques, religieux, des associations caritatives, professionnelles et syndicales, tant anglophones que francophones, se forme pour faire pression mais aussi pour travailler avec les fonctionnaires municipaux à l'élaboration d'un plan général de rénovation urbaine. De ce plan naîtra le projet des Habitations Jeanne-Mance. Pendant longtemps, ce premier projet de logements publics à loyers modiques de Montréal reste le seul à proximité du centre-ville et, encore aujourd'hui, il demeure un des plus vastes projets de ce genre. La construction de ces 800 logements, entre 1957 et 1961, bénéficie du financement (75%) du gouvernement fédéral en vertu de la Loi nationale sur l'habitation. Enfin, la renommée du projet tient également à la controverse dont il fut l'objet dès 1956. Cette controverse va coûter cher au jeune maire Jean Drapeau, en poste depuis 1954, après la retraite de Camillien Houde, puisque Drapeau perdra ses élections de 1956 pour s'être opposé au projet.

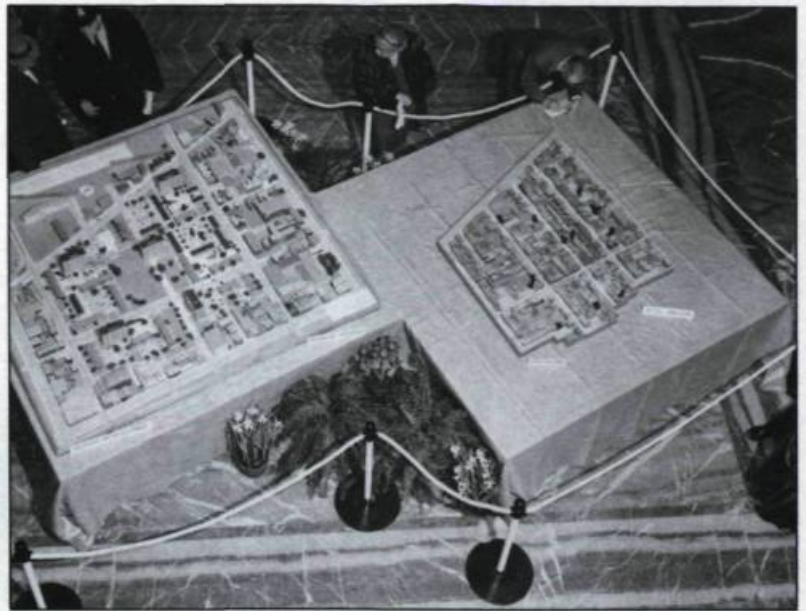
La campagne électorale révèle la nature des grands enjeux de la scène locale. Jusqu'en 1954, les principaux organisateurs du super-comité de citoyens siègent, aux côtés de membres du comité exécutif et de hauts fonctionnaires de la Ville de Montréal, au comité consultatif de l'habitation à loyer modique.

Ce comité travaille alors en étroite collaboration avec les officiers de la Société centrale d'hypothèque et de logement. Peu à peu, cette alliance se lézarde et fait bientôt place à d'après conflits opposant des adversaires inattendus. Voyons plutôt.

N'appréciant guère l'interventionnisme du gouvernement fédéral, l'Église catholique et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada dénoncent le projet d'habitation. Ils estiment ces tours d'habitation inadéquates pour la famille canadienne-française typique, c'est-à-dire nombreuse. En fait, la population habitant les taudis en question est plutôt cosmopolite et les familles nombreuses plutôt rares. De son côté, le maire Drapeau préfère éloigner les familles du centre-ville et favorise plutôt la construction d'une «cité-famille» en périphérie qui serait accessible aux bonnes familles canadiennes françaises de classe moyenne, par exemple, dans le domaine Saint-Sulpice. D'ailleurs, poursuit-il, l'habitation n'a pas sa place au centre-ville réservé à des fonctions tertiaires et culturelles. Il envisage plutôt de construire une «cité des ondes», à côté de la Place-des-arts, qui comprendrait entre autres la maison de Radio-Canada, un planétarium, un musée des sciences naturelles. Les arguments de Drapeau rallient l'Association des constructeurs et les milieux d'affaires de l'est, et même certains partisans du projet de Paul Dozois, alors ministre des Affaires

municipales sous Duplessis, lequel cherche tous les prétextes pour faire taire Drapeau. Le projet est ensuite rebaptisé les Habitations Jeanne-Mance. Les alliés de Drapeau, au nombre desquels se trouvent les chambres de commerce, tentent de désamorcer la crise latente provoquée par la question du logement. En 1957, les conseillers de la classe C votent la création d'un Office municipal de l'habitation salubre, dans l'espoir de court-circuiter l'opposition du maire. La maquette est présentée à l'hôtel de ville, au plus grand déplaisir de Drapeau.

Cette «petite histoire» révèle une société montréalaise en pleine transformation et ressemble peu à cette image dualiste d'une ville coupée en deux par des affiliations sociales, linguistiques et religieuses. Les alliances fluctuent au fil du temps, mais à travers les projets perce la modernité. Déjà, le centre des affaires se construit, le boulevard Dorchester s'élargit par crainte de la concurrence de la banlieue, la *Montreal Light, Heat and Power* passe aux mains d'*Hydro-Québec*. La Ville se dote d'un service d'urbanisme et esquisse un plan d'ensemble alors que l'administration Drapeau-Desmarais, avec le slogan «une île, une ville», se donne une politique métropolitaine sans partenaire, selon l'expression de J.-P. Collin et G. Divay, repoussant ainsi l'hypothèse d'un gouvernement métropolitain



comme à Toronto. Près d'un demi-siècle plus tard, ces dossiers continuent régulièrement de défrayer les manchettes. ♦

La maquette des Habitations Jeanne-Mance exposée à l'Hôtel de ville de Montréal en 1957. (Archives de la ville de Montréal).

**Professeur-chercheur, INRS-Urbanisation*

UNE CONTRIBUTION IMPORTANTE À LA CONNAISSANCE DE NOTRE HISTOIRE



Guy Frégault
LA CIVILISATION
DE LA NOUVELLE-
FRANCE
1713-1744

Vol. de 320 pages, 9,95\$

L'historien Guy Frégault retrace les aspects du régime politique de la Nouvelle-France et les influences diverses qui contribuèrent à orienter les Canadiens vers l'expression et le développement collectif d'un sentiment national et même d'une civilisation propre.

BQ Bibliothèque Québécoise

Lionel Groulx
NOTRE GRANDE
AVENTURE



Vol. de 442 pages, 10,95\$

Dans ce livre, Lionel Groulx nous présente l'empire français d'Amérique, une des réalités importantes de l'histoire coloniale dans le Nouveau Monde, et étudie les causes qui ont déterminé les Français de l'ancien régime à bâtir cet immense empire.

La réédition de ces ouvrages a été réalisée en collaboration avec la Fondation Lionel Groulx